



En revue

ENJEUX INTERNATIONAUX

« L'Europe, "puissance tranquille?" », trimestriel, n° 12, été 2006.

Si le titre du dossier peut être justifié par l'entretien avec Tzvetan Todorov, créateur du concept de « puissance tranquille », l'ensemble des articles semble mettre en concurrence la puissance de l'Union européenne et celle des États-Unis depuis une perspective défensive — militaire et, en partie, économique. Cela peut s'expliquer dans la mesure où il n'est

pas possible d'aborder la défense européenne sans traiter les relations avec les États-Unis hégémoniques depuis la fin du monde bipolaire causée par la chute de l'ancien bloc soviétique.

L'Europe est surtout une puissance économique, mais elle est porteuse d'un projet politique, dans lequel le projet de défense pourrait devenir une réalité. Une identité européenne est nécessaire pour qu'il aboutisse, identité commune à toute la société européenne,

pluriculturelle par définition. Aujourd'hui, l'Union « doit retrouver ses bases, se renforcer », comme dirait Armand De Decker dans l'entretien publié par *Enjeux internationaux*, pour arriver à avoir un « rôle international à la mesure de ce qu'elle représente », un rôle modérateur ou régulateur.

Le concept de sécurité est différent aux États-Unis et en Europe, les premiers situent leur force militaire au cœur de leur sécurité alors que l'Europe considère que la clé de la sécu-

rité internationale est l'aide au développement. La Politique européenne de sécurité et défense (PESD), partie intégrante de la Politique étrangère de sécurité commune (PESC), concerne les missions de l'Union européenne de gestion civile et militaire des crises et la coordination et rationalisation des capacités militaires européennes nécessaires à ces missions.

Depuis les guerres de l'indépendance et jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, le territoire des





États-Unis n'avait jamais connu autant de victimes civiles dues à une seule attaque extérieure; par contre l'UE a connu la réalité des conflits armés sur son propre territoire, avec des pertes civiles importantes. La construction européenne naît précisément de la volonté des Européens de supprimer entre eux les logiques de guerre et de conflits armés. De leur côté, les États-Unis jouent l'ambiguïté par rapport à la construction européenne: ils ont besoin d'une Europe forte qui joue un rôle complémentaire au leur, mais cette Europe puissante est perçue en même temps comme une menace à leur hégémonie.

La force militaire est insuffisante pour faire face aux principaux enjeux sécuritaires internationaux. L'intervention des États-Unis en Irak, qui a suscité des divisions au sein de l'Europe (qui ne sont pas expliquées dans le dossier, alors qu'il inclut un article sur l'Irak), reste loin de donner la stabilité au pays, mais alimente le terrorisme. Face à la crise nucléaire de l'Iran, encore un autre article du dossier, les États-Unis ont évoqué, parmi les sanctions pos-

sibles, l'utilisation de la force dite « de dernier recours ». L'Europe, qui n'est pas une puissance militaire, mais qui dispose néanmoins de forces armées susceptibles d'être déployées, pour se positionner comme une vraie « puissance tranquille » devra relancer sa diplomatie autour de l'évaluation de la légitimité de la politique nucléaire civile de l'Iran; investir dans le renforcement de la sécurité régionale pour atteindre le désarmement nucléaire et chimique de la région; et renforcer le régime de non-prolifération. L'usage de la force devrait être conditionné au strict respect du droit international défini dans la Charte des Nations unies.

Barbara Fernández García

ESPACE DE LIBERTÉS

Mensuel, n° 342, mai 2006, 36 p.

Sous l'intitulé « L'ascenseur social en panne? », le magazine du Centre d'action laïque publie un dossier important — bien que forcément fragmentaire et, à certains égards, disparate — sur les différents blocages à l'emploi, leurs mécanismes, et peut-être surtout leurs conséquences, en termes de chute dans la pauvreté. Une question anthropologique, placée en exergue du texte d'Yvan Mayeur en résume la portée: « Serions-nous sur terre pour survivre avec la fin du mois qui commence le premier jour? ». Dans cet article de tête, Jean Sloover interviewe le président du CPAS de Bruxelles à propos de son récent livre *Pauvres de nous – Pratiques de la pauvreté urbaine* (éd. Luc Pire). On en retiendra d'abord ce que les nantis ne veulent ni voir ni savoir: 15 % des ménages belges, c'est-à-dire 1,5 million de personnes, doivent « vivre » avec un revenu qui ne dépasse pas, loin de là, 777 euros par mois, et, si toutes les allocations sociales étaient supprimées, 42 % de la population connaîtrait les affres de

la misère. Pour s'attaquer aux causes de cette situation, la problématique de l'emploi n'est pas suffisante. À preuve, 4 ou 6 % des actifs (!) sont pauvres, car leurs salaires sont insuffisants, compte tenu notamment de l'augmentation du coût du logement. Et, au demeurant, si notre système repose sur le travail, il n'est pas « la » solution pour tout le monde! Le vrai problème est la redistribution des richesses.

En fin de dossier, un article de Julien Dohet se donne d'ailleurs à bon escient pour tâche de faire comprendre à ceux qui n'ont pas d'yeux pour voir ni d'oreilles pour entendre ce que peuvent vivre celles et ceux qui ont expérimenté divers types de chutes dans le dénuement social en présentant trois livres percutants. D'abord, *L'Amérique pauvre. Comment ne pas survivre en travaillant* (éd. Grasset), où Barbara Ehrenreich, journaliste anglophone blanche de cinquante ans, décrit son expérience de serveuse volontaire en Floride, de femme d'ouvrage dans le Maine et de vendeuse dans un grand magasin Wal-Mart. Ensuite, l'immersion volontaire,



à vingt-six ans, de Jack London dans l'East-End londonien, qui a valu à ce dernier d'en rapporter une description saisissante du *Peuple d'en bas* (éd. Phébus). Enfin la métamorphose en noir par des moyens chimiques du Blanc J.H. Griffin, qui relate *Dans la peau d'un noir* (éd. Gallimard) son automatique et foudroyante déchéance au sein de la société américaine.

Parmi les autres articles de cet ensemble de qualité, le lecteur aura intérêt, pour rester dans cet esprit, à privilégier ceux qui parlent du terrain belge. Et d'abord la contribution de Stéphane Balthazar et Olivier Flohimont, sous-titrée « Quand emploi ne rime pas avec salaire décent ». Étude très fouillée, qui identifie et détaille les trois grandes catégories de risques de pauvreté: la faiblesse de la rémunération, les charges familiales et les contraintes de la consommation. Sur le premier point, les auteurs déclarent sans détour que le relèvement du « salaire poche » n'est pas une solution s'il n'obéit pas à une condition très claire: « Il y a piège à l'emploi lorsque le salaire ne dépasse pas l'allocation

de chômage d'au moins 15 %. Par rapport au salaire minimum légal, il faudrait que l'allocation de chômage soit comprise entre 910 et 990 euros nets selon les situations familiales pour qu'il y ait effectivement piège à l'emploi. Or seulement 20 % des allocations versées dépassent les 900 euros. Le vrai problème de la précarité n'est pas tant la charge d'impôt mais plus fondamentalement que les salaires bruts sont insuffisants pour compenser l'allocation de chômage et éviter la précarité, surtout s'il y a charge de famille ». Le risque de pauvreté provenant des charges familiales va de soi. Quant aux contraintes de consommation, elles visent évidemment l'inflation qui érode le pouvoir d'achat, l'indice qui exclut une série de produits dont les prix ont explosé et dont le « panier » est basé sur les ménages « moyens », et la part du loyer dans le budget des ménages. D'où retour à la case départ: la croissance du nombre de travailleurs pauvres en Belgique est avant tout la conséquence d'une rémunération brute trop faible en fonction du travail. Ce

n'est donc pas en relevant artificiellement la rémunération nette des bas salaires que l'on va régler le problème de la pauvreté des travailleurs.

À cette approche, Marie-Thérèse Casman ajoute un article, malheureusement trop court, sur « Monoparentalité et pauvreté », où elle exhorte les jeunes femmes avec enfants à « intégrer la nécessité de ne pas investir toute leur identité dans la construction d'une carrière familiale, mais aussi dans l'établissement d'une carrière professionnelle, seul gage d'autonomie et d'égalité véritable ».

Restent trois contributions plus généralistes s'appuyant soit sur des interviews, soit sur des publications d'auteurs étrangers. L'entretien avec Louis Chauvel (Sciences-Po Paris) aborde la paupérisation des classes moyennes. Il illustre le conflit économique objectif en France entre la génération des 30-35 ans et celle, quinquagénaire, issue du baby boom, dont l'installation confortable aux commandes retarde sinon bloque les possibilités de carrière.

Les deux dernières approches se concentrent quant à elles sur la question paradoxale de l'inutile et indispensable diplôme. Géry Coomans, auteur d'un *Atlas mondial du travail*, en parle essentiellement à partir du discuté Contrat français première embauche (CPE) et conclut, comme Louis Chauvel, qu'il faut que les « quinquas » d'aujourd'hui disparaissent pour « rendre la souplesse à toute une série d'organisations ». Se basant quant à lui sur l'ouvrage de Stéphane Beaud *80 % au bac... et après? Les enfants de la démocratie scolaire* (éd. La Découverte), Matéo Alaluf stigmatise la déqualification en cascade des jeunes. Il souligne également la critique anticapitaliste que comporte la lutte des jeunes français contre le CPE, pour conclure de manière aussi désabusée qu'ironique à propos de l'ascenseur social en panne: « Rien de tel pour faire fonctionner l'ascenseur que de faire prendre l'escalier aux pauvres » (CPE, apprentissage dès quatorze ans, sélection pour l'accès à l'université, etc.). « L'ascenseur reprendra du service après avoir

ainsi trié le bon grain de l'ivraie. »

La couverture du numéro est illustrée par un dessin puissamment symbolique de Cost.

ESPRIT

Mensuel, n° 3-4, mars-avril 2006, 380 p.

Esprit se devait évidemment de consacrer un dossier spécial d'hommage à Paul Ricœur, décédé le 20 mai 2005 à l'âge de nonante-deux ans et qui, en 1956, avait élu pour domicile « Les murs blancs », centre communautaire personnaliste fondé par Emmanuel Mounier en 1939. Cela nous vaut plus de trois-cents pages de textes répartis en deux grandes tranches. I. Le travail du philosophe : dialogues et confrontations, sous-divisée en trois volets : A. Face aux sciences humaines, inspiration et réception ; B. Littérature et récit biblique ; C. Reprises philosophiques. Et II. L'homme capable, entre éthique et ontologie, ventilée en deux parties : A. Agir dans le monde et B. De l'être pour la mort à l'être pour la vie. Chaque volet ou partie ayant l'in-

térêt de comporter un ou plusieurs textes originaux de ce penseur exceptionnel.

Toutes les rédactions de revues connaissent de temps à autre la difficulté d'attribuer un titre à un dossier. Et il semble bien que celle d'*Esprit* se soit ainsi divisée pour finir par opter pour « La pensée Ricœur », donnant par là l'impression aux non-familiers du philosophe que l'intention était de présenter un système, alors qu'il s'agissait pratiquement de l'inverse. Mieux eût valu suivre l'avis qui fut visiblement celui de Michaël Foessel et Olivier Mongin, qui, dans leur introduction parlent beaucoup plus justement du « style Ricœur », ce que confirmera ce dernier dans son texte sur Hegel, que l'on évoquera en finale. Lue rétroactivement, son œuvre s'est, en effet, caractérisée avant tout par le fait d'aborder au gré des circonstances une série très diverse de questions que lui imposaient les nécessités du temps, pénétrant en philosophe et sans timidité sur le terrain des psychanalystes, anthropologues, linguistes, poéticiens, historiens, mais

aussi des juristes et des médecins, dans le but de résoudre des problèmes que la philosophie se posait d'abord pour elle-même, mais qu'elle était incapable de résoudre par ses seuls moyens. C'est pourquoi une grande partie du dossier est expressément consacrée au rapport entre la philosophie et son « dehors ». Ce qui rend sans doute difficile le discernement d'un fil conducteur caractéristique de l'œuvre entière (comme le montrera clairement le sommaire détaillé à ceux qui le consulteront), mais c'est peut-être aussi le prix à payer d'une réflexion ouverte à la provocation de discours autres et potentiellement adverses (voir Foester et Mongin, *passim*).

Comme on l'a dit, le dossier comporte six textes — non pas inédits, mais originaux — qui ont l'avantage de mettre le lecteur en communication directe avec l'auteur sans passer, comme c'est souvent le cas, par le livre (membre d'*Esprit*, Ricœur était bien entendu à la fois un homme tant d'articles de revues et de conférences que d'ouvrages volumineux).

Tout porte à croire que bien des lecteurs considèreront ces textes comme une première et précieuse entrée en contact direct avec le chercheur atypique que fut Paul Ricœur dans le cadre du rapport que nous avons évoqué entre la philosophie et son « dehors ».

Le premier texte est celui d'une conférence de 2003, intitulée « Mémoire, histoire, oubli », qui propose une relecture critique de la dernière somme qu'ait écrite le philosophe : *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, parue en 2000. Il prend essentiellement en compte les polémiques que cet ouvrage a suscitées.

Le deuxième est un rapport présenté en 1958 au congrès du christianisme social sous le titre *L'aventure technique et son horizon planétaire*. Il se conclut sur l'affirmation que « seul le service de l'homme peut donner une règle et un sens à la conquête du Cosmos, et que le service de l'homme à son tour requiert sa règle et son sens ».

Avec sa conférence sur le chapitre V de l'épître de saint Paul aux Romains, intitulée « Équivalence et surabondance. Les

deux logiques », donnée en 1976 à la Rockefeller Chapel de l'université de Chicago, apparaît le Ricœur théologien réformé — qui a toujours séparé cette fonction de celle de philosophe, pour lui clairement agnostique et laïque —, mais l'a toujours menée de front avec son travail principal.

Texte le plus ardu, et sans doute le plus important eu égard à ce qui a été dit plus haut du « style Ricœur », la conférence sur « Hegel aujourd'hui », donnée pour le grand public à Grenoble au début des années septante, contient en finale cet aveu majeur sur ce que Foessel et Mongin ont qualifié plus haut de « style Ricœur » : « Notre époque, elle, n'est peut-être pas celle des philosophes, et l'on ne peut qu'y tenter des interprétations partielles. L'heureux moment où toute expérience humaine se rassemble ne se produit qu'un petit nombre fois dans l'histoire, et nous nous trouverions plutôt dans un intervalle que dans un temps plein. Nous poursuivons actuellement des philosophies très partielles, en attendant une nouvelle heure favorable,

où le sens sera plus clair. Beaucoup de choses se défont aujourd'hui, où des opérations critiques doivent être menées très loin à l'égard de notre culture et vis-à-vis d'un certain nombre de décisions de notre culture, dans notre monde économique sous la forme capitaliste, sous la forme technologique ou bureaucratique. La fonction critique obnubile pour l'instant la tâche; mais la tâche sera toujours la tâche hégélienne, ou quasi hégélienne » (p. 194).

« La condition d'étranger » est un travail de 1996 pour la Commission Hessel sur les étrangers, dont les distinctions entre le voyageur, l'immigré, le réfugié, et la différenciation des droits dont chacun peut se réclamer, possèdent selon Ricœur une pertinence, mais qui doit être soumise aux exigences de l'hospitalité.

Le dernier texte autographe du dossier s'intitule « Accompagner la vie jusqu'à la mort ». Écrit en l'an 2000, il concerne la demande d'euthanasie et devait introduire à un congrès de sciences médicales en y ajoutant « un supplément d'âme ».

S'il apparaîtra aux yeux de certains comme très conventionnel par rapport à l'essentiel de notre législation belge actuelle sur le sujet, il se termine cependant par un « dernier conseil », auquel le décès de son auteur donne une ampleur bibliquement sapientielle: « Veiller à égayer la pensée de la mort par l'accueil de la naissance et une salutation à tout ce qui grandit et croît autour de nous. »

ZAKOUSKIS

Supplément à *La Revue nouvelle* de juillet 2006.

L'évènement en surprendra plus d'un: notre collaborateur Gérard Fourez, professeur émérite d'épistémologie et des relations entre sciences et société aux Facultés de Namur, vient de publier *L'Évangile raconté aux enfants de 8 à 88 ans* (éd. Couleurs livres, Charleroi, 2005, 96 pages), illustré superbement, à la fois en couleurs et en noir et blanc, par Karin Suys.

Le contenu du livre se réfère explicitement à l'essai intitulé *Cette foi-ci. Itinéraire d'un confiant* publié par l'auteur aux éditions Mols, dont *La Revue*

nouvelle a rendu compte ici même en janvier 2002.

Sans exclure les tout jeunes de la lecture de son Évangile, Gérard Fourez paraît davantage destiner celui-ci aux adultes, qui le raconteront ensuite de vive voix aux petits. Pour rédiger cet opus inattendu, notre jésuite a utilisé — très honnêtement — un subterfuge: c'est le vieil évangéliste Marc qui raconte l'histoire de Jésus à ses petits-enfants, mais qui est toutefois contrôlé par les interventions de sa femme Judith, qui — avoue l'auteur — « dit souvent ce que j'ai envie de dire ».

Hervé Cnudde